

Publications périodiques

Comptes annuels

ESTER FINANCE TITRISATION

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 439 185 €.
Siège social : 12, place des Etats-Unis – CS 70052 – 92547 Montrouge Cedex.
414 886 226 R.C.S. Nanterre.

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 31 mai 2019

I. — Bilan et Hors bilan au 31 décembre 2018

(En euros)

Actif	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales, C.C.P.	54 997 109,12	
Créances sur les établissements de crédit	1 045 088 946,07	839 049 865,92
Opérations avec la clientèle	15 407 728 919,12	12 960 084 164,27
Obligations & autres titres à revenu fixe	2 695 695 769,81	1 661 121 965,05
Actions & autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		1 102 316,33
Autres actifs	37 130 791,96	36 132 278,55
Comptes de régularisation	4 600 064,34	3 175 766,13
TOTAL DE L'ACTIF	19 245 241 600,42	15 500 666 356,25

Passif	31/12/2018	31/12/2017
Dettes envers les établissements de crédit	300 023 946,92	306 094 729,26
Opérations avec la clientèle	18 582 891 233,39	14 912 482 925,80
Autres passifs	45 125 870,46	35 315 597,00
Comptes de régularisation	13 950 800,03	6 727 874,46
Provisions	19 574 000,25	15 642 366,52
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	34 829 665,59	29 521 968,78
Capitaux propres hors FRBG (+/-)	248 846 083,78	194 880 894,43
Capital souscrit	2 439 185,00	2 439 185,00
Réserves	179 580 545,04	140 243 918,50
Report à nouveau (+/-)	2 861 164,39	2 861 164,39
Résultat de l'exercice (+/-)	63 965 189,35	49 336 626,54
TOTAL DU PASSIF	19 245 241 600,42	15 500 666 356,25

Hors bilan	31/12/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS REÇUS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	400 000 000,00	400.000.000,00
Engagements reçus d'établissement de crédit		400 000 000,00
ENGAGEMENT DE GARANTIE	5 416 007 301,97	3 415 438 321,96
Engagements reçus d'établissement de crédit		647 573 199,88
Engagements reçus de la clientèle		2 767 865 122,08

II- Compte de résultat

(En euros)

Compte de résultat	31/12/2018	31/12/2017
PRODUITS & CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
+ Intérêts & produits assimilés	352 881 165,12	304 828 165,14
- Intérêts & charges assimilées	138 573 654,13	-106 806 435,69
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	888 585,78	835 152,19
- Commissions (charges)	87 479 874,81	-90 918 158,10
+/- Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de négociation	40 903,02	-2 996 202,72
+/- Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement	55 900,58	-6 226,09
+ Autres produits d'exploitation bancaire	6 436 304,90	3 040 976,41
- Autres charges d'exploitation bancaire	4 471 789,63	-4 277 488,21
+/- correction sur exercices antérieurs		
PRODUIT NET BANCAIRE	129 583 933,63	103 669 782,93
- Charges générales d'exploitation	7 849 563,89	- 7 271 580,03
- Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisation	0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	121 734 369,74	96 428 202,90
+/- Coût du risque	8 461 730,58	- 12 308 590,00
RESULTAT D'EXPLOITATION	113 272 639,16	84 119 612,90
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,00	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	113 272 639,16	84 119 612,90
+/- Résultat exceptionnel		0
- Impôt sur les bénéfices	43 999 753,00	- 34 563 075,00
+/- Excédent des dotations sur les reprises du FRBG	5 307 696,81	- 219 911,36
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	63 965 189,35	49 336 626,54

III- Affectation du résultat (Exercice clos le 31 décembre 2018).

L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, sur proposition du directoire, après avoir constaté que le résultat bénéficiaire de l'exercice social clos le 31 décembre 2018 s'élève à **63.965.189,35** euros, décide d'affecter ce résultat comme suit :

-affectation d'une somme de **15.991.297,34** euros à la réserve statutaire,

après constatation que la société est dégagée de ses autres obligations de dotations de réserves et après constatation que le bénéfice distribuable s'élève à **50.835.056,40** euros, après prise en compte du report à nouveau antérieur créditeur de 2.861.164,39 euros.

- Affectation d'une somme de **47.973.892,01** euros aux autres réserves.

Le solde de 2.861.164,39 euros du bénéfice distribuable reste au report à nouveau.

L'assemblée générale prend acte qu'aucun dividende ne sera versé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

IV- Annexes aux comptes sociaux au 31 décembre 2018

CADRE JURIDIQUE ET FAITS SIGNIFICATIFS

1. CADRE JURIDIQUE

ESTER FINANCE TITRISATION est une société anonyme régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Depuis le 1er janvier 2014, la société exerce sous le statut d'établissement de crédit spécialisé suite à l'entrée en vigueur du Règlement européen CRR « Capital Requirements Regulation ».

2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'année 2018 a été marquée par :

- 17 nouvelles opérations,
- 2 opérations ayant pris fin,
- 2 opérations restructurées.

L'encours total des seules créances commerciales d'ESTER FINANCE TITRISATION s'élève au 31 décembre 2018 à 14 529 millions d'euros contre 12.136 millions d'euros au 31 décembre 2017. Ces créances commerciales portent sur 73 programmes, dont 24 programmes en devise.

3. EVENEMENTS POST CLOTURE

Aucun évènement intervenu après la clôture et ayant une incidence sur les comptes de l'exercice n'a été constaté.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers d'ESTER FINANCE TITRISATION sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

La présentation des états financiers d'ESTER FINANCE TITRISATION est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit

Il n'y a pas de changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent.

1. CREANCES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

1.1. Encours Sains

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les créances sont inscrites au bilan pour un montant égal à leur coût d'acquisition.

1.2. Encours douteux et dépréciation

Conformément au Titre 2 du livre II du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au risque de crédit, les encours douteux représentent les créances de toute nature présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par ESTER FINANCE TITRISATION par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur des flux prévisionnels de remboursement estimés en prenant en compte les garanties éventuelles.

Conformément à l'article 2231-4 du même règlement, les encours étant composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'évaluation de la perte probable repose sur une estimation statistique des pertes prévisionnelles. Cette estimation tient compte des niveaux de pertes historiquement constatés ainsi que des évolutions constatées de nature à modifier les probabilités de pertes effectives.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites dans la rubrique « Coût du risque » du compte de résultat.

Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement

Par ailleurs, ESTER FINANCE TITRISATION a également constaté, au passif de son bilan, des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement telles que les provisions sectorielles généralement calculées à partir des modèles Bâlois.

Ces dernières visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement une probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert, ESTER FINANCE TITRISATION le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

2. PORTEFEUILLE TITRES

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont classés en fonction de la nature du revenu et de l'intention de détention à la date d'acquisition.

La catégorie des titres de placement concerne la catégorie de titres qui ne sont pas inscrits dans les autres catégories possibles. Le portefeuille est comptabilisé à sa valeur d'acquisition. En date de clôture, le portefeuille est évalué pour la valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée pour la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont jamais comptabilisées.

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement – Solde des opérations sur titres de placement » du compte de résultat.

De plus, pour les titres à revenu fixe une dépréciation destinée à prendre en compte le risque de contrepartie peut être comptabilisée dans la rubrique « Coût du risque » du compte de résultat.

Les intérêts courus à la date de clôture sur le portefeuille titres à revenu fixe constituent des créances rattachées au compte de titres en contrepartie du compte de résultat.

3. COMPTES DE REGULARISATION

En application du principe de séparation des exercices, il convient de rattacher les produits et charges à l'exercice d'exécution.

Les charges constatées d'avance correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement. Ces éléments sont soustraits des charges de l'exercice par l'intermédiaire d'un compte de régularisation.

Les produits à recevoir constituent des produits acquis mais non perçus par ESTER FINANCE TITRISATION et dont le montant n'a pas été inscrit aux comptes de tiers débiteurs.

Les produits constatés d'avance sont des produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations et fournitures les justifiant aient été effectuées ou fournies.

Les charges à payer correspondent à des dettes potentielles évaluées à l'arrêté des comptes d'ESTER FINANCE TITRISATION ayant une vocation irrévocable à se transformer en dettes ultérieurement.

4. DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les dettes sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

5. PROVISIONS

ESTER FINANCE TITRISATION applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Les risques et charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions.

Les flux de ces provisions figurent dans la rubrique « Coût du risque » du compte de résultat.

6. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)

Conformément aux dispositions prévues par la IVème directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres et à l'instruction de la Commission Bancaire 90-01, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par ESTER FINANCE TITRISATION à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

7. OPERATIONS EN DEVISE

Les actifs et passifs en devises sont convertis aux cours de change de fin d'exercice. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatées sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de négociation – Solde des opérations de change ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, ESTER FINANCE TITRISATION a mis en place une comptabilité multi-devises.

8. ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision pour risques et charges enregistrée au passif lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour ESTER FINANCE TITRISATION.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change.

9. INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

Les intérêts perçus du cédant par ESTER FINANCE TITRISATION, en contrepartie de son refinancement via le programme de titrisation, sont enregistrés en tant qu'intérêts d'escompte auprès de la clientèle.

Les intérêts sur comptes bancaires à vue et à terme font également l'objet d'un enregistrement en intérêts et produits assimilés.

10. INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

Les charges sur engagements de financement liées aux lignes de liquidité font l'objet d'un enregistrement en intérêts et charges assimilées auprès des établissements de crédit.

Le coût de refinancement auprès des divers Fonds Communs de Titrisation est constaté en intérêts et charges assimilées auprès de la clientèle.

11. IMPOT SUR LES BENEFICES

Seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, minoré des crédits d'impôt ; elle intègre l'impact de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3%. Le taux d'impôt applicable au 31 décembre 2018 s'élève à 34,43%.

ESTER FINANCE TITRISATION a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

INFORMATION SUR LE BILAN

1. COMPTES D'ACTIF

1.1 Créances sur les établissements de crédit

Les comptes à vue sur les établissements de crédit correspondent aux flux versés en instance d'affectation; certains programmes bénéficient d'un compte bancaire dédié.

Dans le cadre de la réglementation bancaire, ESTER FINANCE TITRISATION est soumis aux réserves obligatoires. De ce fait, chaque mois, ESTER FINANCE TITRISATION constitue auprès de Crédit Agricole CIB un dépôt à terme du montant des réserves en respectant le calendrier de constitution établi par la BCE.

1.2 Opérations avec la clientèle

Le poste Opérations avec la clientèle représente 85 programmes de titrisation passant par ESTER FINANCE TITRISATION, dont :

- 32 programmes en devises
- 73 programmes de créances commerciales y compris 24 programmes en devises

Les acquisitions de créances commerciales sont toutes réalisées avec des sociétés non financières.

Par ailleurs, les créances encaissées avant la période de collection proprement dite, qui seront imputées ultérieurement au remboursement des créances commerciales qu'elles soient déjà acquises ou non, sont inscrites en moins des comptes Clientèle – Créances commerciales.

Les Autres crédits sont réalisés avec la clientèle financière.

1.3 Obligations et autres titres à revenu fixe

L'investissement de l'apport en capital en un certificat de dépôts Crédit Agricole CIB a été renouvelé en janvier 2019, post échéance du précédent certificat (décembre 2018).

Le portefeuille d'ESTER FINANCE TITRISATION se compose de parts juniors, seniors et mezzanines de différents FCT.

1.4 Participations et autres titres détenus à long terme

Les participations et autres titres détenus à long terme concernent depuis 2018 les certificats d'associés, au titre de la contribution au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (les certificats d'association ayant été reclassés dans le poste « Obligations et autres titres à revenu fixes »). Ils ont été intégralement remboursés fin 2018 conformément à la facture 2018 reçue de Crédit Agricole SA pour la quote-part Ester Finance Titrisation (près de 585 K€).

1.5 Comptes de régularisation et actifs divers

Montants en euros	31/12/2018	31/12/2017
Actifs divers		
<i>Dépôt de cautionnement clientèle</i>	2 665 631	3 425 553
<i>Acompte d'IS</i>	34 465 161	32 368 344
<i>Fournisseurs</i>	0	338 382
Total	37 130 792	36 132 279
Comptes de régularisation		
<i>Charges constatées d'avance</i>	4 096 233	59 756
<i>Produits à recevoir</i>	503 831	3 116 010
Total	4 600 064	3 175 766

Les dépôts de cautionnement à la clientèle comprennent notamment un dépôt de :

- 2 648 081 € au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique ;
- 17 550 € au titre de la contribution au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

Ces dépôts de garantie sont utilisables par les Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

2 COMPTES DE PASSIF

2.1 Dettes envers les établissements de crédits

Montants en euros	31/12/2018	31/12/2017
Comptes à vue	300 023 947	306 094 729
<i>Principal</i>	299 380 291	305 576 176
<i>Dettes rattachées</i>	643 656	518 554
Total	300 023 947	306 094 729

2.2 Opérations avec la clientèle

Montants en euros	31/12/2018	31/12/2017
Comptes à vue	116 363 836	0
Comptes à terme	18 466 527 397	14 912 482 926
Dépôts auprès des FCT	17 292 315 910	13 454 203 723
Autres Dépôts	1 174 211 488	1 458 279 203
Total	18 582 891 233	14 912 482 926

L'ensemble des Fonds Communs de Titrisation est localisé en France.

2.3 Autres passifs et comptes de régularisation

Montants en euros	31/12/2018	31/12/2017
Autres passifs		
Etat, Impôts et Taxes (hors IS)	890 400	586 705
TVA à Payer	45 328	28 765
Fournisseurs	190 389	207 420
IS à payer - intégration fiscale	43 999 753	34 492 707
Total	45 125 870	35 315 597
Comptes de régularisation		
Charges à payer	8 642 935	5 464 608
Produits constatés d'avance	5 307 865	1 263 267
Total	13 950 800	6 727 874

La TVA à payer correspond à la TVA auto-liquidée sur les commissions de recouvrement des programmes pour lesquels les cédants sont situés hors France.

2.4 Provisions pour risques et charges

La provision liée aux encours est une enveloppe globale évaluée au niveau de plusieurs groupes d'actifs sur lesquels un risque de crédit, c'est-à-dire une perte probable, a été identifié mais n'a pas été affecté individuellement. Cette perte peut être démontrée par un ou plusieurs événements passés et susceptibles de générer une dépréciation.

2.5 Fonds pour risques bancaires généraux

Montant en euro	31/12/2017	DOTATION	REPRISE		AUTRES MOUVEMENTS	31/12/2018
			Utilisée	Non utilisée		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES	29 521 969	22 094 543	0	16 786 847	0	34 829 666
Total	29 521 969	22 094 543	0	16 786 847	0	34 829 666

Les montants comptabilisés dans cette rubrique sont afférents au risque de crédit d'ESTER FINANCE TITRISATION.

INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN**3. NATURE DES ENGAGEMENTS**

ESTER FINANCE TITRISATION n'octroie pas d'engagements de financements à ses clients cédants au sens de promesses de concours en trésorerie et n'enregistre donc pas d'engagements de financements donnés à la clientèle.

En revanche, ESTER FINANCE TITRISATION a un engagement d'acheter les créances que veulent lui transférer ses clients dès que les créances satisfont aux critères d'éligibilité définis contractuellement. Comme généralement les créances sont proposées à l'achat par les clients et achetées par ESTER FINANCE TITRISATION le même jour et qu'aucune date d'arrêté comptable ne tombe entre ces deux événements, aucune écriture comptable ne reflète cet engagement d'acheter les créances commerciales.

4. CONTREPARTIE DES ENGAGEMENTS**4.1 Accords de refinancement reçus**

Un contrat de crédit non tiré a été mis en place entre ESTER FINANCE TITRISATION et Crédit Agricole CIB, en date du 22 juillet 2013, pour un montant de 400 000 000€

Ce contrat de crédit non tiré est conclu pour faire face au risque encouru par ESTER FINANCE TITRISATION en cas de non réception des sommes dues par ses cédants pour des raisons techniques, sans risque de crédit, sur une journée.

INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT**5. PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE****5.1 Intérêts et produits assimilés**

Les intérêts perçus du cédant par ESTER FINANCE TITRISATION, en contrepartie de son refinancement via le programme de titrisation, sont enregistrés en tant qu'intérêts d'escompte auprès de la clientèle.

Les intérêts sur comptes bancaires à vue et à terme, ainsi que les intérêts sur les parts de FCT, font également l'objet d'un enregistrement en intérêts et produits assimilés.

5.2 Intérêts et charges assimilées

Les intérêts sur les opérations avec la clientèle correspondent principalement aux intérêts versés par ESTER FINANCE TITRISATION aux Fonds Communs de Titrisation.

5.3 Commissions nettes

Montants en euros	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Nettes	Produits	Charges	Nettes
Sur opérations avec les établissements de crédit	663 488	(642 819)	20 669	620 098	(561 957)	58 141
Sur opérations avec la clientèle	0	(86 836 606)	(86 836 606)	0	(90 352 985)	(90 352 985)
Sur opérations sur titres	0	0	0	0	0	0
Sur prestations de services financiers	225 098	(450)	224 648	215 055	(3 216)	211 839
Total	888 586	(87 479 875)	(86 591 289)	835 152	(90 918 158)	(90 083 006)

5.4 Gains ou pertes sur les opérations du portefeuille de négociation

Le résultat sur opérations de change porte sur les opérations en devises non couvertes (comptes bancaires et provisions en devises).

6. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

ESTER FINANCE TITRISATION n'emploie pas de personnel.

Ce poste enregistre notamment les impôts et taxes ainsi que les charges administratives.

Les impôts et taxes recouvrent la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (ORGANIC), la Contribution Economique Territoriale (CET) ainsi que diverses contributions versées aux organes de contrôle.

Au 31 décembre 2018, la contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) s'élève à 4 433 847€.

7. COUT DU RISQUE

Ce poste enregistre les mouvements :

- des dépréciations sur les créances commerciales douteuses,
- de la provision collective sur les risques liés aux encours.

8. IMPOTS SUR LES BENEFICES

Ce poste correspond à la charge courante d'impôt sur les sociétés, majorée de la contribution sociale sur les bénéfices.

Le taux d'impôt applicable au 31 décembre 2018 pour ESTER FINANCE TITRISATION s'élève à 34,43% et la charge d'impôt s'élève à 43 999 753 €.

AUTRES INFORMATIONS

1. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

ESTER FINANCE TITRISATION ne possède ni filiales ni participations.

2. CONSOLIDATION ET INTEGRATION FISCALE

La Société ESTER FINANCE TITRISATION est entrée dans le groupe d'intégration fiscale formée par Crédit Agricole S.A. le 1er janvier 2005.

La Société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale chez Crédit Agricole CIB qui est elle-même consolidée dans le groupe Crédit Agricole S.A.

3. IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES N'AYANT PAS CONCLU AVEC LA FRANCE DE CONVENTION D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE EN VUE DE LUTTER CONTRE LA FRAUDE ET L'EVASION FISCALE PERMETTANT L'ACCES AUX RENSEIGNEMENTS BANCAIRES

ESTER FINANCE TITRISATION ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un état ou un territoire qui n'a pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

4. ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

	Désignation de l'entité liée	Montants en euros
<u>BILAN</u>		
ACTIF		
Créances sur les établissements de crédit	Crédit Agricole CIB	1 045 088 946
Obligations et autres titres à revenu fixe	Crédit Agricole CIB	0
Autres Actifs	Crédit Agricole S.A	34 465 161
PASSIF		
Dettes sur les établissements de crédit	Crédit Agricole CIB	300 023 947
Dettes sur la clientèle	FCC groupe CACIB	17 136 632 798
Autres passifs	Crédit Agricole SA	43 999 753
<u>HORS BILAN</u>		
Engagements de Financements reçus	Crédit Agricole CIB	400 000 000,00
Garanties reçues	Crédit Agricole CIB	337 550 700
Garanties reçues	CAIRS Assurance	390 000 000
<u>COMPTE DE RESULTAT</u>		
CHARGES		
Intérêts et charges assimilés	Crédit Agricole CIB	10 600 823
Intérêts et charges assimilés	FCC Groupe CACIB	117 864 476
Commissions - Charges	CAIRS Assurance	2 363 428
Commissions – Charges	Crédit Agricole CIB	289 009
Commissions – Charges	Crédit Agricole CIB (Italie)	24 308
Commissions – Charges	Crédit Agricole LF	2 236 612
Pertes sur opérations du portefeuille de placement	Crédit Agricole CIB	8 121
Autres charges d'exploitation bancaire	Crédit Agricole CIB	3 676 500
Autres charges d'exploitation bancaire	Crédit Agricole CIB (Italie)	23 812
Autres charges d'exploitation bancaire	Crédit Agricole LF	433 650
PRODUITS		
Intérêts et produits assimilés	Crédit Agricole CIB	4 572 659
Commissions – produits	Crédit Agricole CIB	162 507
Autres produits d'exploitation bancaire	Crédit Agricole CIB	6 401 909

V-Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2018)

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ESTER FINANCE TITRISATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - FONDEMENT DE L'OPINION**Référentiel d'Audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS – POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- VERIFICATIONS DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 13 mai 2019

Les commissaires aux comptes

PriceWaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Laurent TAVERNIER

Matthieu PRECHOUX

V-RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à disposition au siège social de la société au 12, place des Etats-Unis – CS 70052 – 92547 Montrouge Cedex.